« Ribaudaille » ou « Fille du roy » : l'Université de Paris entre honneur et violence à la fin du Moyen Âge

Trollop or Princess : the University of Paris, honour and violence at the end of the Middle Ages

„Hurenmädchen“ oder „Königstochter“? Die Pariser Universität des späten Mittelalters zwischen Ehrerbietung und Gewaltbereitschaft

“Ribaudaille” ou “Fille du Roy”: la Universidad de París entre honor y violencia a finales de la Edad media

Jacques Verger

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/544>

DOI : 10.4000/histoire-education.544

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008

Pagination : 35-50

ISBN : 978-2-7342-1117-4

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Jacques Verger, « « Ribaudaille » ou « Fille du roy » : l'Université de Paris entre honneur et violence à la fin du Moyen Âge », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 118 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2013, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/544> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.544>

« Ribaudaille » ou « fille du roy »

L'Université de Paris entre honneur et violence à la fin du Moyen Âge

Jacques VERGER

Le 16 septembre 1380, le roi de France Charles V, « le Sage », ami des livres et des savants, protecteur de l'Université de Paris, mourut au manoir de Beauté, dans le bois de Vincennes. Ses obsèques eurent lieu les 24 et 25 septembre suivants.

Le premier jour, le cortège funéraire s'assembla hors les murs, près de l'église Saint-Antoine-des-Champs, pour gagner la cathédrale Notre-Dame où devaient avoir lieu la messe et la veillée funèbre. Naturellement, pour une cérémonie aussi solennelle se réunissaient autour de la dépouille du monarque non seulement sa famille, mais les représentants de tous les grands corps du royaume et de la population parisienne, ce qui créait de délicats problèmes d'étiquette et de préséances. Or le rituel des funérailles royales n'était pas encore parfaitement réglé au XIV^e siècle et les obsèques du père et du grand-père de Charles V avaient déjà donné lieu à quelques incidents. Mais celui qui éclata en 1380, et dont plusieurs chroniqueurs se sont fait l'écho, fut beaucoup plus sérieux.

I – Des funérailles mouvementées

Un des points les plus délicats semble avoir été la place de l'Université de Paris dans le cortège ; en 1364, elle avait obtenu de défilier juste devant le corps du roi, sur le côté gauche, le clergé de Notre-Dame défilant en une ligne parallèle sur le côté droit. Que se passa-t-il en 1380 ? L'Université chercha-t-elle simplement

à occuper sa place « en la manière qu'ilz avoient accoustumé de faire ou temps passé », comme le dit notre principale source, un mémoire adressé par l'Université au nouveau roi Charles VI le 25 novembre suivant ? N'essaya-t-elle pas plutôt, comme l'ont suggéré certains historiens, de passer du côté droit, plus honorable, voire sur toute la largeur de la voie en refoulant les religieux de Notre-Dame ?¹

Quoi qu'il en soit, le prévôt de Paris, Hugues Aubriot, responsable de l'ordre public dans la capitale et donc de la bonne ordonnance du cortège, intervint aussitôt en apostrophant le recteur qui venait en tête de la délégation universitaire, lui demandant « que ilz queroient [= cherchaient] et où ilz aloient ». Le recteur ayant rappelé au prévôt qu'il était le conservateur des privilèges royaux de l'Université et devait veiller au respect de ses droits, Hugues Aubriot, selon notre source, perdit immédiatement son sang-froid et se mit en fureur ; il saisit le recteur « par le menton », « par manière de dérision », et le repoussa brutalement tout en rameutant la troupe de sergents à pied et à cheval qui l'accompagnaient au cri de « Tuez, tuez tout ! Au recteur, au recteur ! ». Les sergents se précipitèrent, rouèrent de coups le malheureux et faillirent le jeter dans un fossé (rappelons que le scène se passait hors les murs, dans une zone encore semi-rurale). Puis ils s'en prirent au reste de la délégation universitaire, en commençant par quelques dignes professeurs de théologie et de droit canonique qui suivaient immédiatement le recteur. S'ensuivit, à en croire notre texte, et pendant une durée que celui-ci ne précise pas, une véritable chasse à l'homme : les gens de l'université furent « batuz, navrez (= blessés), et injuriez d'espées, de haches et de bâtons, chaciez par les champs, foulez aux piés des gens et des chevaulx », au cri de « À mort, ribaus clers ! Estes-vous venus contre nous ? Vous morrez tous ». Certains se cachèrent dans les fossés, d'autres, poursuivis « à espées nuez », parvinrent à se réfugier dans Paris, soit par la porte Saint-Antoine, soit en franchissant la Seine à la nage, l'un « nu », l'autre au contraire « tout vestu et en son mentel », pour trouver refuge sur la rive gauche.

Notre document tire soigneusement le bilan de ces actes de violence : le recteur malmené, treize blessés nommément désignés (dont trois professeurs

1 Récit des funérailles de Charles V en 1380 et de l'incident ayant opposé le prévôt de Paris à l'Université dans Roland Delachenal, *Histoire de Charles V*, vol. V, Paris, 1931, p. 422-424 ; Françoise Autrand, *Charles VI. La folie du roi*, Paris, Fayard, 1986, p. 76-78 ; Serge Lusignan, « *Vérité garde le roy* ». *La construction d'une identité universitaire en France (XIII^e-XV^e siècle)*, Paris, Publ. de la Sorbonne, 1999, p. 214-216 et 284-289.

Le mémoire remis le 25 novembre 1380 par l'Université au roi, dont l'original est conservé à la Bibliothèque de la Sorbonne, a été publié dans le *Chartularium Universitatis Parisiensis*, éd. par Heinrich Denifle et Émile Châtelain, t. III, Paris, 1894, n° 1454, p. 293-297 ; sauf indication contraire, toutes les données factuelles et les citations qu'on trouvera dans la suite de cet article sont tirées de ce document, auquel je renvoie une fois pour toutes.

de théologie, trois de droit canonique, un bedeau et un valet), et « plusieurs autres » non identifiés, mais dont il est précisé que l'un d'entre eux mourut des suites de ses blessures « dedans ii jours après, ou environ ». De surcroît, les sergents s'étaient emparés des « deux verges d'argent » portées par le bedeau devant le recteur, ainsi que des effets de plusieurs maîtres et étudiants : chapes, bonnets, ceintures, bourses. Quatre professeurs de théologie et de médecine, le valet du recteur « qui portoit sa chape » et « plusieurs autres » furent arrêtés par les sergents et conduits séance tenante, au vu et su de tout le cortège funèbre, « ignominneusement, en leurs habits [...] depuis le lieu du conflit jusques ou Chastelet de Paris », où se trouvait la prison du prévôt.

En fait, l'incident dut être assez bref et, tandis que certains de ses hommes continuaient à poursuivre quelques étudiants à travers champs et que d'autres menaient, à leur grande honte, les professeurs arrêtés, en leur tenue d'apparat, jusqu'à la prison du Châtelet, Hugues Aubriot et le reste de ses sergents entreprirent de réorganiser le cortège funéraire ; après avoir repoussé « par force et violence » ce qui restait de la délégation de l'Université devant les religieux de Notre-Dame, ils parvinrent à mettre en branle le cortège que les universitaires, piteux, « suyvirent au plus honnestement qu'ils peurent ».

L'affaire n'en resta naturellement pas là. Le soir même, selon un usage bien établi depuis le début du XIII^e siècle et le privilège conféré en 1200 par le roi Philippe-Auguste aux écoliers parisiens², une délégation de l'Université se rendit chez le prévôt pour demander la libération immédiate des maîtres et étudiants incarcérés au Châtelet, comme cela se faisait systématiquement chaque fois qu'un membre de l'Université était arrêté par les sergents. Mais Hugues Aubriot ne répondit que par une bordée d'injures (« Ribaudaille, truendaille ! »), de jurons bien sentis (« Je renie Dieu ! », trois fois répété en six lignes) et de menaces, et refusa tout net de libérer qui que ce soit. Certains furent cependant élargis dès le lendemain, « à la prière d'aucuns leurs bons amis », et les autres le surlendemain ; le prévôt prit néanmoins le soin de les remettre à l'évêque de Paris, en tant que clercs, et non à l'Université comme il aurait dû, « pour plus injurier et travailler³ » celle-ci.

2 Ce célèbre privilège plaçait les écoliers parisiens sous la sauvegarde royale, il leur garantissait de ne relever que de la justice ecclésiastique et enjoignait au prévôt, lorsqu'il était amené à arrêter des étudiants en flagrant délit, de les remettre au plus vite à l'évêque de Paris ou à l'Université s'ils venaient en demander la libération (privilège édité dans le *Chartularium Universitatis Parisiensis*, *op. cit.*, n° 1, p. 59-61).

3 Travailler : ici, faire souffrir.

L'affaire n'était d'ailleurs pas terminée, car le lendemain, 25 septembre, avait lieu la seconde partie des funérailles : quittant Notre-Dame pour Saint-Denis où aurait lieu l'inhumation, la dépouille royale devait être accompagnée par les délégations parisiennes jusqu'à Saint-Lazare. L'Université entendait bien reprendre place dans le cortège mais, prudente, alla demander la protection du régent, le duc d'Anjou, qui accepta de placer la délégation universitaire, « en habits de leurs facultés », dans sa suite. Hugues Aubriot ne se tint cependant pas pour battu. De manière parfaitement délibérée, à en croire le mémoire de l'Université, et sans aucune justification, il survint avec « ses complices », « vint ou trente [...] sergens et autres, armés à armes découvertes », et, après avoir apostrophé les universitaires (« Estes-vous revenus, de par le deable ! »), entreprit à nouveau de les disperser « l'un ça et l'autre là, par force et contre leur volenté », en distribuant quelques horions, à dire vrai sans gravité : si le recteur semble avoir été cette fois-ci épargné, un « coup de boule » (« une boulaye ») atteignit son notaire, un prêtre, à la tête, et Jean de Saint-Nazaire, maître en théologie franciscain, reçut « une taloche ». Le récit s'arrête là, mais il semble que le recteur fut à peu près le seul à pouvoir suivre le cortège jusqu'au bout, le reste de sa délégation ayant été dispersé.

Vint enfin le temps de l'épilogue judiciaire, où maîtres et écoliers prirent leur revanche.

Décidée à ne pas laisser l'affront impuni, l'Université attendit le couronnement du nouveau roi à Reims, puis son retour à Paris le 11 novembre 1380. Dès le 25, elle vint lui présenter le long mémoire que nous avons déjà largement utilisé ; après avoir donné sa version des faits, elle concluait en proposant de faire faire sans tarder une enquête par deux conseillers du Parlement, puis de demander à celui-ci de siéger en séance extraordinaire, selon une procédure accélérée, pour se prononcer « sommèrement et de plain, sans figure [= sans autre forme] de jugement ». En fait, Hugues Aubriot gardait des amis et des protecteurs et le roi, s'il le releva de ses fonctions, refusa de procéder de cette façon expéditive ; un procès normal fut engagé, qui traînait encore trois ans plus tard. Entre temps, l'Université avait jugé plus expédient de porter l'affaire devant la justice d'Église, accusant Hugues Aubriot de parjure en même temps que de multiples crimes contre la religion. Convaincu d'hérésie, l'ancien prévôt se soumit et, en présence de l'évêque de Paris et de l'Université, fit publiquement amende honorable le 17 mai 1381 ; condamné à la prison perpétuelle, il profita le 1^{er} mars 1382 de la

révolte populaire dite des Maillotins pour s'enfuir de Paris, où il ne revint jamais⁴. Le 24 mars 1382, la victoire de l'Université fut parachevée par un édit royal qui, malgré les protestations de l'évêque de Paris, reconnu pour l'avenir à celle-ci, dans toutes les manifestations publiques, « la première place et le côté droit », aux dépens du clergé cathédral⁵.

II – *Town and gown* : le scénario de l'affrontement

Cette affaire de 1380, que nous avons choisi de raconter avec quelque détail, n'est en fait qu'un des multiples épisodes à l'occasion desquels maîtres et écoliers du Moyen Âge purent se présenter en victimes de la violence urbaine. Comme, pour une fois, la petite histoire y interfère quelque peu avec la grande, elle est, dans la longue galerie des affrontements entre *town and gown* – selon l'expression anglaise adoptée par les historiens –, relativement bien documentée, ce qui autorise, par-delà le pittoresque de la narration, quelques remarques plus générales sur la place que les populations universitaires et scolaires tenaient au sein des sociétés médiévales et sur les conflits et les réactions parfois brutalement hostiles qu'elles pouvaient y susciter.

Fixons tout de suite une limite évidente de ces remarques. Les incidents *town and gown* ne sont pas la seule forme de violence que pouvaient connaître les écoliers médiévaux. Une revue complète devrait également prendre en compte les affrontements n'opposant que deux individus, ainsi que ceux éclatant au sein même des populations scolaires et universitaires, sans prolongement extérieur. Nous les avons cependant exclus ici de notre réflexion, à la fois parce que beaucoup n'ont dû laisser aucune trace documentaire et parce que leur signification historique nous semble moins intéressante ou, en tout cas, différente de celle des épisodes ayant mis collectivement aux prises des gens des écoles et des éléments de la population urbaine environnante. Naturellement, nous avons aussi exclu les litiges purement civils n'ayant donné matière qu'à des procédures judiciaires, mais non à des violences (même simplement symboliques).

4 L'aboutissement des deux procédures judiciaires est exposé dans Françoise Autrand, *Charles VI...*, *op. cit.*, p. 76-78, et Serge Lusignan, « Vérité garde le roy »..., *op. cit.*, p. 215-216.

5 Édit publié dans le *Chartularium Universitatis Parisiensis*, *op. cit.*, t. III, n. 1, n° 1465, p. 303-304 ; en fait, cet édit ne semble pas avoir été parfaitement respecté et dans les cérémoniaux des funérailles royales du XV^e siècle, l'Université se retrouve malgré tout à gauche du clergé cathédral (S. Lusignan, « Vérité garde le roy »..., *op. cit.*, p. 286-287).

Pour revenir aux incidents *town and gown*, il n'existe malheureusement pas, à ma connaissance, de répertoires complets de tous ceux dont des documents ont gardé le souvenir⁶, mais il est clair que, presque toujours, ils ne nous sont connus que par des sources extrêmement partiales, émanées des universitaires eux-mêmes et donnant évidemment des faits la vision la plus favorable possible à leur cause⁷. Lorsque des chroniques viennent compléter notre information, le résultat n'est guère différent, car la plupart des chroniqueurs médiévaux étaient eux-mêmes des religieux ou des clercs issus des écoles, normalement méfiants ou hostiles à l'égard de ces citadins laïcs (*town*) auxquels s'étaient heurtés les universitaires (*gown*), globalement perçus, quel qu'ait été leur statut personnel exact, comme relevant du vaste monde de la cléricature médiévale.

Tel est bien le cas en 1380. Des raisons réelles de l'intervention d'Hugues Aubriot, des arguments que durent faire valoir ses amis et ses avocats, nous ne savons rien. Le portrait caricatural qu'en dressera quelques années plus tard la *Chronique* du Religieux de Saint-Denis, grand ami de l'Université, ne fera qu'accentuer l'image déjà bien négative du personnage constamment brutal, injurieux et vociférant, qui ressort du mémoire de l'Université du 25 novembre 1380⁸. En revanche, à en croire ce même texte, les universitaires parisiens ont été dans cette affaire au-dessus de tout reproche : sûrs de leur bon droit, s'exprimant « moult humblement » et « moult révéremment », désarmés, ne répondant aux provocations et aux coups que par la modestie et la fuite, ils se peignent en pures victimes de la violence déchaînée, haineuse et irrationnelle du prévôt et de ses sbires. Il n'est pas difficile, en lisant entre les lignes, de se rendre compte que, si l'incident a été vif,

6 À défaut, je me permets de renvoyer à la présentation synthétique que j'ai donnée dans « Les conflits "Town and Gown" au Moyen Âge : essai de typologie », in Patrick Gilli, Daniel Le Blévec et Jacques Verger (dir.), *Les universités et la ville au Moyen Âge. Cohabitation et tension*, Leyde, Brill, 2007 (Education and Society in the Middle Ages and Renaissance, 30), p. 237-255.

7 Voir, précisément à propos de l'affaire de 1380, les remarques d'Alexander Murray, « Beware of Universities. A Cautionary Tale from Paris, 1380-1381 », in Stephanie Hayes-Healey (dir.), *Medieval Paradigms. Essays in Honour of Jeremy Duquesnay Adams*, New-York, Palgrave-McMillan, 2005, p. 29-54.

8 La *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, grande chronique latine couvrant tout le règne de Charles VI (1380-1422), longtemps considérée comme anonyme, est aujourd'hui communément attribuée à Michel Pintoin, chantre de l'abbaye, qui la composa à partir de 1390 environ. Elle a été publiée et traduite au XIX^e siècle sous le titre *Chronique du Religieux de Saint-Denys*..., éd. et trad. par Louis Bellaguet, Paris, 6 t., 1839-1852 (Coll. de documents inédits sur l'histoire de France) ; l'édition de Bellaguet a été réimprimée en 3 vol. avec une introduction de Bernard Guenée, Éd. du CTHS, Paris, 1994 ; le passage concernant Hugues Aubriot et l'affaire des funérailles de Charles V se trouve au t. I, p. 98-107. Sur l'image de l'université chez le Religieux de Saint-Denis, voir Bernard Guenée, « Le religieux et les docteurs. Comment le Religieux de Saint-Denis voyait les professeurs de l'Université de Paris », *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes rendus*, 1992, p. 675-686. Sur Hugues Aubriot, monographie ancienne d'A. Périer, « Hugues Aubriot, prévôt de Paris », *Mémoires de la Société bourguignonne de géographie et d'histoire*, XXIV (1908), p. 1-248.

le mémoire exagère la violence et la durée de la répression : les funérailles royales ont pu se dérouler normalement, les blessés identifiés ne sont que treize, le seul décès invoqué semble douteux, les universitaires arrêtés n'ont passé qu'une nuit ou deux en prison.

Des personnages convenus donc, et un scénario qui semble écrit d'avance, un drame en cinq actes où chacun joue son rôle.

D'abord, l'incident déclencheur, soudain sinon imprévisible : première altercation, premiers gestes de défi et de « dérision ».

Puis la violence se déchaîne, totalement unilatérale à en croire notre document : poursuite, insultes, coups et blessures ; aux brutalités succède classiquement le pillage : les sergents arrachent vêtements et objets de valeur ou s'emparent de ceux qui étaient tombés au sol.

Vient enfin le moment de la répression, une fois les hommes du prévôt restés maîtres du champ de bataille : arrestation humiliante, non seulement d'étudiants, ce qui était assez banal, mais de dignes professeurs, revêtus de tous les atours de leur dignité doctorale, emprisonnement sans ménagement, libération inévitable mais volontairement différée.

Ultime rebondissement le lendemain, ce qui est classique, mais généralement, en pareil cas, c'étaient les vaincus de la veille qui tentaient une expédition punitive et vengeresse. Ici, c'est au contraire Hugues Aubriot lui-même, avec quelques sergents devenus de vulgaires « complices », qui revient à la charge, hors de toute légalité et au mépris du régent lui-même, pour maltraiter encore les universitaires qu'il déteste.

Vient enfin, avec le cinquième acte et l'épilogue judiciaire de l'affaire, le retournement attendu : l'Université se tourne vers le roi, son père et protecteur, invoque ses droits et la justice souveraine du prince, si manifestement bafouée par le prévôt (« en grant esclandre et lésion de justice ») et demande avec confiance « bon et brief accomplissement de justice », sûre d'obtenir bientôt satisfaction, comme cela avait toujours été le cas depuis le célèbre « privilège royal » concédé en 1200 par le roi Philippe-Auguste aux écoliers parisiens⁹. À dire vrai, on l'a vu, les choses ne se passèrent pas tout à fait comme prévu et le Parlement refusa la procédure extraordinaire demandée par l'Université, en sorte que celle-ci préféra en définitive se tourner, de manière plus traditionnelle, vers l'évêque de Paris pour obtenir la condamnation rapide et complète de son adversaire. Mais peu importe, la morale

9 Cité *supra*, n. 2.

était sauve. Vaincue et humiliée sur le terrain, l'Université recouvrait devant un tribunal son honneur et ses privilèges.

Que signifie ce récit exemplaire, qu'on retrouverait plus ou moins dans toutes les affaires du même genre ? Il s'agissait certes d'une rhétorique judiciaire, celle qu'attendaient les juges pour pouvoir prononcer la sentence escomptée par les parties. Hugues Aubriot n'est ni le premier, ni le dernier prévôt que l'Université de Paris fera condamner pour « excès et maléfices ». Mais il y a plus. Cette rhétorique n'était efficace que parce que la violence, réelle quoique limitée, dont il est question ici, n'était nullement inattendue ou incompréhensible¹⁰.

En fait, depuis sans doute plus de deux siècles, étudiants et sergents, mais aussi étudiants et bourgeois jouaient aux gendarmes et aux voleurs dans les rues de Paris. Même s'il ne faut pas en exagérer la fréquence, les incidents de ce genre se répétaient avec une lassante régularité et, si le prétexte initial pouvait varier, de même que la gravité de l'affrontement, le scénario d'ensemble, nous l'avons dit, était toujours plus ou moins le même, si bien qu'on est fondé à voir dans ces affaires un phénomène en quelque sorte structurel, commandé par la situation sociale et politique de la ville.

Rappelons brièvement que Paris était au Moyen Âge une très grande ville, exceptionnellement peuplée à l'échelle du temps, cumulant des fonctions multiples (politique, religieuse, culturelle, économique), dépourvue de vraies structures communales et directement soumise au pouvoir royal et à ses agents, juxtaposant en ses différents quartiers des groupes humains assez hétérogènes, largement composés d'immigrants récents, divers par leurs occupations et leurs modes de vie¹¹. Une telle ville était naturellement moins sujette aux amples mouvements « communaux » ou aux révoltes populaires (que l'on trouve à la même époque dans les grandes villes autonomes de Flandre ou d'Italie) qu'aux affrontements particuliers entre groupes rivaux ou aux atteintes locales à l'ordre public et à ses représentants.

C'est dans ce contexte, où chaque groupe tendait à affirmer bruyamment son identité tout en contestant ou rabaisant celle des groupes voisins, qu'il faut replacer les affrontements parisiens entre *town and gown*. Les gens des écoles constituaient en effet, au moins depuis la fin du XII^e siècle, l'un des éléments de la population urbaine dont la spécificité était la plus grande. Représentant plusieurs milliers d'in-

10 Sur ce thème, voir Claude Gauvard, *Violence et ordre public au Moyen Âge*, Paris, Picard, 2005 (Les médiévistes français, 5).

11 Sur Paris à la fin du Moyen Âge, voir, dans la « Nouvelle histoire de Paris », Paris, Association pour la publication d'une histoire de Paris, les volumes de Raymond Cazelles, *De la fin du règne de Philippe Auguste à la mort de Charles V, 1223-1380*, 1972, et Jean Favier, *Paris au XV^e siècle, 1380-1500*, 1974.

dividus, tous jeunes, masculins et célibataires, presque toujours étrangers à Paris et parfois même d'origine lointaine, parlant des langues diverses quand ce n'était pas le latin, concentrés sur la rive gauche et la Montagne Sainte-Genève, se consacrant à des études incompréhensibles pour la plupart des citadins, pourvus par le pape et le roi de privilèges fiscaux et judiciaires qui les assimilaient à des clercs (sans cependant les contraintes les plus rigoureuses du droit canon), les gens des écoles étaient forcément perçus par les bourgeois (commerçants, artisans) et par les officiers du roi comme un groupe à part, déroutant et arrogant¹².

La tentation était donc grande, au moindre incident, de mettre en cause, à défaut de leur présence même ou de leur statut privilégié, les aspects les plus visibles de leur identité sociale, d'autant que ceux-ci étaient souvent affichés sans retenue et de façon quelque peu provocante (ou ressentie comme telle).

Et c'est bien ce que l'on voit dans l'affaire de 1380. Malgré les cris de mort, il ne s'agissait pas tant de chasser, de terroriser, voire de tuer (une seule mort, douteuse) les universitaires que de les disperser, au sens propre du mot, de les faire courir, de les renvoyer sur la rive gauche, de les humilier et de les « travailler » de diverses manières : on saisit le recteur « par le menton » – forme classique de défi dans la gestuelle médiévale –, on menace les autres du plat de l'épée, on gifle des clercs et des docteurs sans égard pour leur statut consacré, on les insulte copieusement en les assimilant à la lie de la population urbaine (« Ribaudaille, truendaille ! »). Notons l'importance, dans cette violence passablement ritualisée, de tout ce qui se rapporte aux vêtements et autres accessoires caractéristiques : les verges d'argent de l'université deviennent un trophée aux mains des sergents, on arrache aux docteurs leurs bonnets, leurs chapes, leurs ceintures, autrement dit leurs insignes distinctifs ; certains doivent s'enfuir « nus », tandis que d'autres sont au contraire menés en prison de manière déshonorante, encore revêtus de leur tenue officielle.

Évidemment, l'incident dont nous parlons ici fut d'une gravité exceptionnelle en raison des circonstances. Il ne s'agissait pas, pour une fois, d'une simple querelle de taverne ou de tapage nocturne. L'affaire fut publique et se produisit au cours d'un des rituels les plus solennels et les plus chargés de sens de la monarchie capétienne, des funérailles royales¹³.

12 À défaut d'un travail complet sur la population universitaire parisienne au Moyen Âge, citons l'étude partielle, fondée sur un document de 1329-1330, de William J. Courtenay, *Parisian Scholars in the Early Fourteenth Century. A Social Portrait*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

13 Sur le rituel des funérailles royales, voir le livre classique de Ralph E. Giesey, *Le Roi ne meurt jamais. Les obsèques royales dans la France de la Renaissance*, trad. fr. Paris, Flammarion, 1987.

III – Agresseurs et victimes

Significative est à cet égard la manière dont nos sources présentent les protagonistes de l'affaire.

D'un côté, quoique selon eux pures victimes, les universitaires. Toute l'Université, soit plusieurs milliers de personnes, assistait-elle aux obsèques royales ? C'est ce que semblent indiquer certains textes, mais une telle cohue n'aurait-elle pas posé des problèmes pratiques ? Il vaut peut-être mieux imaginer que les diverses facultés n'envoyaient que des délégations. Quoi qu'il en soit, le mémoire du 25 novembre distingue clairement ceux qui sont nommément désignés, le recteur, quelques maîtres, quelques « suppôts » de l'Université (bedeau, notaire, valets), et « plusieurs autres » ou « autres estudians », victimes anonymes des violences des sergents. En mettant en exergue, d'un côté le recteur et les docteurs, de l'autre les suppôts de l'Université, celle-ci voulait sans doute souligner un double aspect particulièrement scandaleux de l'intervention d'Hugues Aubriot. D'une part, il s'était attaqué à ceux qui, par leur rang, leur âge, leur dignité, incarnaient le mieux la noblesse de l'institution ; contre eux, les accusations communes de « jeunesse » et de turbulence n'avaient pas de prise. Quant aux suppôts, cible fréquente des colères bourgeoises ou sergentesques parce que, jeunes, laïcs, n'ayant ni la culture ni la cléricature des écoliers, ne devant leur statut privilégié qu'au service de l'Université, ils étaient par là-même les parfaits symboles des privilèges judiciaires de celle-ci et de la sauvegarde royale dont bénéficiaient tous ceux qui se rattachaient à un titre ou un autre à l'*alma mater*. En s'en prenant spécialement à ces deux catégories, Hugues Aubriot avait commis une double faute : laïc, il avait osé porté la main sur des docteurs, des clercs et des religieux protégés par la noblesse du savoir et l'onction sacramentelle ; officier du roi, et à ce titre « conservateur des privilèges royaux de l'Université », il s'était parjuré en enfreignant la sauvegarde royale qu'il avait à son entrée en charge juré de faire respecter.

Face à l'Université, toutes les sources ne stigmatisent qu'un unique adversaire, le prévôt lui-même. Bien que responsables des coups et blessures, des vols et des arrestations, les sergents bénéficient d'une curieuse indulgence ; ils ne paraissent, à la différence de ce qui se produisit dans bien des affaires semblables, avoir fait l'objet d'aucune poursuite et leur rôle personnel est expédié en quelques mots : ils n'ont fait qu'obéir à ce qu'« on leur avoit commandé », et d'ailleurs le prévôt « avouoit tout ce qui avoit esté fait ». Peut-être Hugues Aubriot a-t-il en effet, par courage ou provocation, « couvert » ses hommes. Mais l'intéressant pour nous est

que l'Université semble avoir voulu concentrer et dénoncer en un seul individu tout ce qui lui semblait la source des violences dont elle était victime. Hugues Aubriot était un laïc ; en l'absence d'une « commune » parisienne, il était le dépositaire du pouvoir urbain, il disposait de la force des armes et des moyens de la contrainte physique (les prisons du Châtelet et, sur la rive gauche, du Petit Châtelet) ; enfin, depuis son entrée en fonction en 1367, il n'avait cessé de manifester son hostilité à l'Université (« ledit prevost, qui de long temps a en indignation vostre dicte fille ») ; le fait était assez notoire pour que Michel Pintoin, le « Religieux de Saint-Denis », s'en fasse lui aussi l'écho, au milieu d'autres griefs plus généraux contre un homme qu'il accuse (après sa mort, il est vrai) d'avoir été prévaricateur, intrigant, luxurieux, impie, voire sacrilège... ainsi que protecteur des Juifs – bref, tous les vices qu'un mauvais serviteur du roi, abusant de la confiance de son maître et investi de pouvoirs excessifs, pouvait pratiquer sans vergogne¹⁴.

Beaucoup de conflits *town and gown* mettaient en jeu un troisième acteur, la population urbaine elle-même, généralement à l'origine de l'incident avant l'arrivée des sergents. Ce n'est pas le cas ici, où l'affaire est née d'une confrontation directe entre le prévôt et les universitaires dont nul ne s'est ensuite mêlé, ni pour protéger les étudiants, ni pour faire chorus avec la police. Les circonstances se prêtaient sans doute mal à une telle participation de la foule, mais l'absence de toute réaction populaire, que l'Université ne prend même pas la peine de déplorer, est sans doute symptomatique du peu de sympathie dont jouissaient, au moins à titre collectif, les gens des écoles. Les religieux de Notre-Dame, qui comptaient pourtant en leur sein de nombreux gradués, n'ont pas dû être mécontents de voir refouler ceux qui contestaient leur préséance ; le peuple parisien, dont le Religieux de Saint-Denis doit d'ailleurs avouer qu'il appréciait parfois la poigne énergique d'Hugues Aubriot¹⁵, ne s'est ému ni de la chasse aux étudiants

14 « Il était animé d'une haine si implacable contre tous les ecclésiastiques, qu'il combattait de tout son pouvoir leurs privilèges ; mais il en voulait surtout au clergé et à la vénérable Université de Paris. Afin de surpasser la tyrannie de ses prédécesseurs et de sévir plus librement contre les écoliers, il avait fait construire dans le Châtelet du Petit Pont deux prisons affreuses, donnant à l'une le nom de *Clos-Bruneau*, et à l'autre celui de *Rue-du-Foin*, pour insulter et tourner en dérision tout l'ordre clérical. Il y avait fait jeter lesdits membres du clergé sous le plus léger prétexte, joignant la cruauté à l'injustice » : *Chronique...*, op. cit., t. I, p. 105 (le Châtelet du Petit Pont était la forteresse royale située sur la rive gauche de la Seine, au débouché du Petit Pont ; le « Clos-Bruneau » désignait communément la rue où se trouvaient les écoles de la faculté de droit canonique, et la « Rue-du-Foin » ou « du-Fouarre » celle des écoles de la faculté des arts). Pour l'ensemble du portrait d'Hugues Aubriot chez Michel Pintoin, voir *ibid.*, p. 98-105.

15 « Par cette amélioration dans la police et cette surveillance exercée sur les mœurs, il gagnait la faveur et l'affection du roi et du peuple, et il aurait sans doute conservé longtemps encore sa position, respecté et redouté, s'il n'avait souillé sa vie par des crimes nombreux » : *ibid.*, p. 101.

menée par les sergents, ni de l'humiliation publique de plusieurs professeurs en exercice, et la protection tardivement promise par le duc d'Anjou s'est avérée parfaitement inefficace.

En fait, face à l'hostilité des uns et aux violences des autres, l'Université ne vit – mais après coup – qu'un recours, le roi lui-même et son « spécial sauvegarde » ; aussi ne manqua-t-elle pas de rappeler au jeune Charles VI qu'elle était sa fille et qu'elle avait toujours eu pour lui et ses prédécesseurs « bonne amour et affection », ce qui lui assurait accès direct auprès du prince pour lui présenter sa « supplique », sans passer par les multiples intermédiaires, officiers et conseillers, dont elle n'escomptait guère la bienveillance. En fait, comme le montra la suite de l'affaire, cette démarche n'était pas forcément la meilleure et, à cette date, l'Église restait pour l'Université un protecteur au moins aussi efficace, surtout contre un haut fonctionnaire admis au Conseil et jusque dans la familiarité du roi, mais dont l'anti-cléricalisme notoire irritait fortement le haut clergé. Mais l'appel au roi n'en montre pas moins, de manière intéressante, que l'Université, sans renoncer à son identité, ne refusait plus désormais de s'intégrer dans l'ordre commun du royaume et comptait sur la justice, la paix et la concorde garanties par le roi à tous ses sujets pour vivre tranquillement, à l'abri des confrontations quotidiennes et des jalousies sociales.

IV – Les ressorts de la violence

Au terme de cette analyse, quelle explication proposer, en définitive, de ces affrontements violents entre *town and gown*, si fréquents dans le Paris médiéval, comme d'ailleurs dans toutes les villes universitaires du temps ?

Chaque affaire était évidemment singulière, dans son prétexte initial, son déroulement imprévisible, son issue variable. Mais les ressorts de la violence se trouvaient toujours, me semble-t-il, à trois niveaux.

Un niveau social d'abord, celui de la confrontation entre groupes. Dans le contexte bien particulier des funérailles royales, où tous les ordres et états du royaume se donnaient à voir dans une atmosphère de confrontation généralisée, l'affirmation identitaire du groupe universitaire s'est cristallisée naturellement sur une question de préséance par rapport au groupe le plus directement concurrent, en l'occurrence le clergé cathédral ; pour les universitaires, « gens de bien et d'honneur », il s'agissait de figurer à tout prix à leur rang, d'occuper leur territoire, de ne pas se laisser « bouter hors de leur lieu » ; et pour leurs adversaires, décidés à

les déshonorer, pas de meilleur moyen que de s'employer justement, fût-ce « par force et violence », à les « faire passer hors de leur lieu ».

Mais, au moins pour les élites, surtout les élites parisiennes auxquelles se targuait d'appartenir l'Université, toute cette topographie sociale, où chacun s'acharnait à défendre sa place, ne prenait sens qu'en fonction du roi, tête du corps politique. Et c'est là le second niveau de cette violence que nous voudrions dégager, qui est précisément un niveau politique. Les chanoines de Notre-Dame ont-ils appelé le prévôt à la rescousse ou celui-ci est-il intervenu de sa propre initiative ? Quoi qu'il en soit, il est clair que le problème est celui du rapport au roi. L'Université veut être, dans la disposition symbolique très éloquente du cortège funèbre, « près du corps du roy ». Le prévôt, à l'inverse, s'indigne de cette prétention à laquelle il oppose la hiérarchie traditionnelle des ordres, qui réservait évidemment le premier rang au clergé, et demande ironiquement aux universitaires « se ilz vouloient aller avecques les prélas ».

Mais il est aisé de deviner que, plus encore qu'avec le clergé cathédral, c'est avec le prévôt lui-même que l'Université était en concurrence dans la proximité et l'accès direct au souverain. Plus qu'aucun de ses prédécesseurs, Charles V avait favorisé l'Université de Paris et sollicité les conseils de ses docteurs, au point de lui reconnaître un rôle quasi officiel ; grâce à lui, maîtres et étudiants avaient le sentiment d'avoir pris rang, collectivement, parmi les agents majeurs de la vie politique du royaume¹⁶. Mais Hugues Aubriot aussi avait été proche du roi ; le Religieux de Saint-Denis ne peut cacher que le prévôt avait toute la confiance de son maître, qu'il siégeait en bonne place au Conseil et que Charles V appréciait fort ce « baron Haussmann du XIV^e siècle », qui savait tout à la fois faire régner l'ordre dans la capitale et mener à bonne fin les grands projets édilitaires du souverain¹⁷. Du vivant de celui-ci, l'Université et le prévôt – les intellectuels et l'homme

16 Retenons ici le témoignage très parlant de Christine de Pizan : « On peut voir combien le roi Charles V aimait les sciences et l'étude, dans le grand amour qu'il portait à sa fille bien-aimée, l'Université de Paris. En effet, il respecta entièrement les privilèges et franchises de cette corporation, lui en donna de nouveaux et veilla scrupuleusement à ce qu'on ne les enfreignît jamais. Il avait le plus grand respect pour la corporation des clercs et pour l'étude. Il appela souvent auprès de lui le recteur, les maîtres et les meilleurs érudits – qui y sont très nombreux – pour les entendre et profiter de leur savoir ; il suivit leurs conseils en tout ce qui relève du spirituel ; il les honorait et les respectait en toute chose, faisant régner entre lui et l'Université la paix et la confiance » : Christine de Pizan, *Le Livre des faits et bonnes mœurs du roi Charles V le Sage*, traduit et présenté par Eric Hicks et Thérèse Moreau, Paris, Stock, 1997 (« Moyen Âge »), p. 219. La contradiction entre ce témoignage et les abus de pouvoir prêtés à Hugues Aubriot (cf. *supra* n. 12) est évidente.

17 « ... il s'étudia à complaire au roi, connaissant son goût excessif pour les fortifications et l'embellissement des cités [...]. Il s'avança tellement dans son intimité qu'on le voyait souvent, placé à la droite du prince, avoir avec lui un entretien particulier, et qu'il assistait aux conseils publics et privés » : *Chronique...*, *op. cit.*, p. 101.

d'action – avaient dû se supporter, tout en s'indignant mutuellement de devoir partager la faveur royale¹⁸. On comprend aisément qu'à peine le souverain mort, la tentation ait été forte, à la fois pour régler sur le champ une vieille querelle et prendre acte pour l'avenir, d'en venir aux mains pour éliminer l'adversaire. Les universitaires devaient payer pour leur arrogance, le prévôt pour sa brutalité et sa froide efficacité politique.

Querelle de préséance, lutte de pouvoir, ceci suffit-il pour expliquer la bouffée de violence des 24 et 25 septembre 1380 ? Au moins à lire notre principale source, on est frappé par l'atmosphère exacerbée de haine et de vengeance, le manque de retenue (à laquelle aurait dû inciter la solennité des circonstances), le déchaînement des cris et des insultes, des gestes de dérision et des coups. Même si, à l'évidence, il dramatise à plaisir, le mémoire de l'Université cherche à évoquer un climat de violence extrême, le jaillissement de forces mauvaises que seule la justice royale pourra conjurer. Faut-il invoquer ici, de manière générale, l'« émotivité » médiévale¹⁹, une insuffisante « civilisation des mœurs » qui aurait aisément livré les hommes de ce temps aux pulsions irraisonnées de la colère et de la haine, à l'agressivité ou à la panique ?²⁰ Bien sûr, mais au niveau anthropologique auquel nous nous situons maintenant, la violence *town and gown* avait sans doute aussi quelques aspects spécifiques.

Nos sources ne sont guère explicites à ce sujet, qui se contentent de noter la haine persistante d'Hugues Aubriot pour les gens de l'Université, sans en donner la moindre explication. Elles permettent cependant quelques hypothèses. Hugues Aubriot et ses sergents et, plus largement, les bourgeois de Paris pouvaient s'exaspérer de la quasi impunité que les privilèges judiciaires reçus du pape et du roi assuraient aux étudiants : quels que fussent les méfaits de ceux-ci, il était pratiquement impossible de les arrêter ou en tout cas de les maintenir en prison et de les déférer à la justice (« il me desplaist quant il n'en a plus en prison », s'exclame le prévôt, député). Ils pouvaient aussi s'indigner de la pompe croissante

18 Il semble notamment qu'Hugues Aubriot et l'Université s'étaient opposés tout récemment sur la question du Grand Schisme, le premier prônant l'adhésion immédiate au pape d'Avignon Clément VII, au nom du réalisme politique et de l'intérêt national, la seconde défendant une attitude d'expectative dans cette affaire délicate qui, selon elle, « relevait du spirituel », comme aurait dit Christine de Pizan (cf. Fr. Autrand, *Charles VI...*, op. cit., p. 77) ; je ne crois cependant pas, comme Françoise Autrand, que ce différend récent ait été la cause principale du « clash » du 24 septembre.

19 Sur ce thème, voir *Émotions médiévales*, n° spécial 716-717 de la revue *Critique*, janvier-février 2007.

20 Pour une approche anthropologique de la haine et de la violence comme moteurs des luttes sociales dans les villes de la fin du Moyen Âge, voir Nicole Gonthier, *Cris de haine et rites d'unité. La violence dans les villes, XIII^e-XVI^e siècle*, Turnhout, Brepols, 1992.

dont s'entouraient les manifestations publiques de l'Université et des prétentions protocolaires des recteurs, qui étaient en réalité de simples maîtres ès-arts, donc des hommes jeunes, parfois d'origine modeste ou étrangère (« Il me desplaist... que le recteur n'est avecques eulx », regrette Hugues Aubriot après l'arrestation de quelques professeurs)²¹. Plus largement enfin, c'est tout ce qui faisait la singularité humaine de la population universitaire, tant par sa composition sociale que son statut juridique ou son mode de vie, au sein de la société en voie de normalisation de la fin du Moyen Âge, qui devenait moins tolérable aux yeux de l'opinion et *a fortiori* des agents de la modernisation et du renforcement de l'État monarchique, dont au premier chef le prévôt de Paris, administrateur de la capitale.

Faut-il pour autant en conclure que l'Université était une sorte de corps étranger au sein de la ville et du royaume, une fragile tour d'ivoire sans cesse menacée par les colères urbaines ou la répression policière ? Certainement pas ; il existe bien trop d'indices de l'intégration de la plupart des maîtres et des écoliers dans la société de leur temps et de la bonne opinion qu'avaient de l'Université, outre le prince, de larges couches de la population²² ; la protection royale, les fondations de collèges, l'afflux même des étudiants dans les classes, le prestige des diplômes suffiraient à le prouver. Les violences *town and gown* ne sont peut-être alors que des soubresauts, les ratés épisodiques de l'ajustement de l'institution universitaire à la nouvelle donne sociale et politique. Mais elles manifestaient aussi, y compris dans leur dimension de violence parfois presque symbolique, quasi rituelle, le sérieux des enjeux culturels et humains de cette mutation.

Jacques VERGER

Université de Paris-Sorbonne-Paris IV

jverger@club-internet.fr

21 En septembre 1380, le recteur était un certain Dominique Petit de Varennes, clerc du diocèse de Reims, peut-être ancien boursier du collège royal de Navarre, maître ès-arts (depuis 1373) et étudiant en théologie, sans doute âgé d'environ 27 ans ; ce personnage alors peu connu fera par la suite une belle carrière, mais essentiellement universitaire : maître en théologie vers 1389, doyen de la faculté de théologie de 1413 environ à sa mort en 1426 : *Chartularium Universitatis Parisiensis*, op. cit., t. III, p. 259, n. 42, p. 297, n. 4, p. 484, n° 1554, et *ibid.*, t. IV, Paris, 1897, p. 263, n. 3, et p. 457, n. 1.

22 La bonne intégration globale des étudiants à la ville et de l'Université à l'« ordre commun du royaume » a été bien soulignée dans Simone Roux, *La rive gauche des escoliers (XV^e siècle)*, Paris, Éd. Christian, 1992.